



## UN PEU DE PROSPECTIVE ET D'ÉPISTÉMOLOGIE

par Christian LÉVÊQUE<sup>1</sup>

Que faut-il privilégier entre land sparing et land sharing ? On ne peut répondre à cette question par la seule entrée biodiversité (approche sectorielle) qui n'est qu'un élément parmi d'autres. Quand on regarde une carte des espaces agricoles en métropole, nous avons déjà plus ou moins, à l'échelle du pays, une démarche land sparing avec des types d'agriculture spécialisés concentrés dans certaines régions et de grands espaces classés extensif. Dans le détail au niveau régional, c'est probablement moins simple. Nous savons aussi que la part de la surface dévolue aux terres agricoles diminue en Europe et que les territoires peu propices à l'agriculture ont été en partie abandonnés. L'occasion de rappeler que Green et coll. font bien la distinction dans la publication de 2005, entre pays développés et pays en développement qui n'en sont pas au même niveau d'intensification. Ils parlent d'ailleurs d'agriculture respectueuse de la faune et de la flore sans utiliser le terme « sharing », et de "haute valeur biologique des agroécosystèmes établis de longue date" pour les pays développés ce qui semble se démarquer de la nature « sauvage » des PED ?

Le débat sur le L. sparing-L. sharing s'appuie sur le constat d'une forte pression exercée sur la BD en agriculture conventionnelle attribuée à deux facteurs principaux : les pollutions chimiques (intrants et phytosanitaires) et la qualité des habitats disponibles. Ces deux pistes sont intéressantes à examiner dans une approche prospective car la situation a beaucoup évolué depuis quelques décennies. Si la question des pollutions reste un sujet de débat, les données dont on dispose montrent sur le long terme, une baisse très marquée de l'utilisation des produits de synthèse mais une augmentation également marquée des substances utilisées en agriculture biologique. Nous savons également que de nouvelles technologies (agriculture de précision) et de nouveaux modes de culture tel que l'agriculture de conservation des sols, tendent à réduire encore les impacts sur la BD, à production égale. En matière d'habitat, le programme européen BioBio avait montré que le paramètre essentiel qui détermine le niveau de biodiversité dans une exploitation agricole est la diversité des habitats non cultivés ou semi-naturels présents en son sein quel que soit le mode de production, biologique ou conventionnel. D'autres travaux ont montré également que la richesse en espèces d'oiseaux était corrélée à la diversité des paysages, une piste qui pourrait être mieux explorée.

Il résulte de tout cela que l'écart entre conventionnel et agroécologie en matière d'impact sur la biodiversité tend théoriquement à se combler, avec la mise en œuvre de nouvelles pratiques et de nouvelles technologies .... Mais disposons-nous des résultats qui démontrent l'efficacité des mesures déjà prises ?

---

<sup>1</sup> Membre de l'Académie d'agriculture de France.

**LAND-SPARING / LAND-SHARING**  
**Séance du 25 janvier 2023**

---

Faisons un peu d'épistémologie. La BD des territoires agricoles européens est une BD créée par des pratiques agricoles disparues telles que le modèle polyculture-élevage familial, sans intrants chimiques. Ce n'est donc pas une nature sauvage, pur produit de l'évolution qu'il nous faudrait moralement respecter. En quoi cette BD « patrimoniale » peut-elle devenir une référence normative ? Nos systèmes écologiques se modifient à un rythme accéléré (climat, espèces introduites) et nos moyens de les piloter sont limités. Et comment parler de protection alors que cette BD est en perpétuel devenir ?